



**PRÉFÈTE  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°19-2022-050

PUBLIÉ LE 21 JUIN 2022

# Sommaire

## **Bureau des douanes et droits indirects /**

19-2022-06-16-00002 - DÉCISION D'IMPLANTATION D'UN DÉBIT DE TABAC  
ORDINAIRE PERMANENT À PEYRELEVADE 19290 (1 page)

Page 3

## **Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations / SPAE / SPAE**

19-2022-06-21-00001 - ARRETE PREFECTORAL ORDONNANT LA CAPTURE  
DE BLAIREAUX A DES FINS DE SURVEILLANCE DE LA TUBERCULOSE  
BOVINE DANS CERTAINES COMMUNES DU DEPARTEMENT DE LA  
CORREZE (8 pages)

Page 5

Bureau des douanes et droits indirects

19-2022-06-16-00002

DÉCISION D'IMPLANTATION D'UN DÉBIT DE  
TABAC ORDINAIRE PERMANENT À  
PEYRELEVADE 19290



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**DÉCISION D'IMPLANTATION  
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT  
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE**

**Le directeur interrégional des douanes et droits indirects à BORDEAUX**

**Vu** l'article 568 du code général des impôts;

**Vu** le décret n°2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment ses articles 8 à 19;

**Vu** les articles L 3335-1 et L 3512-10 du code de la santé publique interdisant l'implantation d'un lieu de vente de tabac en zone protégée ;

**Considérant** la situation du réseau local des débitants de tabac;

**Considérant** que la Chambre syndicale départementale des buralistes de la Corrèze a été régulièrement consultée;

**DÉCIDE**

l'implantation d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune de **PEYRELEVADE (19290)**.

En application des articles 14 à 19 du décret susvisé, l'attribution du débit sera effectuée prioritairement par appel à transfert, et à défaut, par appel à candidatures.

Fait à Poitiers, le 16 juin 2022

p/Le directeur interrégional des douanes  
et droits indirects de Nouvelle Aquitaine,

La directrice régionale des douanes  
et droits indirects de Poitiers,

Gisèle CLÉMENT

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES [1, cours Verniaud à 87000 Limoges] dans les deux mois suivant la date de publication de la décision.

Direction départementale de la cohésion sociale  
et de la protection des populations / SPAE

19-2022-06-21-00001

ARRETE PREFECTORAL ORDONNANT LA  
CAPTURE DE BLAIREAUX A DES FINS DE  
SURVEILLANCE DE LA TUBERCULOSE BOVINE  
DANS CERTAINES COMMUNES DU  
DEPARTEMENT DE LA CORREZE



Services vétérinaires, santé, protection animale et protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ORDONNANT LA CAPTURE DE BLAIREAUX À DES FINS DE  
SURVEILLANCE DE LA TUBERCULOSE BOVINE DANS CERTAINES COMMUNES DU  
DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE**

La préfète de la Corrèze,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.201-1 à L.201-13, L.221-1, L.221-5, L.223-4 et 5, L.223-6-2, L.223-8 et D.223-21 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.421-5, L.424-3, L.424-11, L.425-1 et 2, L.425-6 1 à L.425-13, L.427-6 et R.413-24 à R.413-47, R.425-1-1 à R.425-13 et R.427-6 ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2005 pris en application de l'article L.221-1 du code rural ;

Vu la loi 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux ;

Vu le décret n°2012-845 du 30 juin 2012 relatif aux dispositions générales organisant la prévention, la surveillance et la lutte contre les dangers sanitaires de première et deuxième catégorie ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 2013 relatif à la définition des dangers sanitaires de première et deuxième catégorie pour les espèces animales ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 décembre 2016 relatif à certaines mesures de surveillance et de lutte contre la tuberculose lors de la mise en évidence de cette maladie dans la faune sauvage ;

Vu l'arrêté du 08 octobre 2021 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la prévention, la surveillance et la police sanitaire de l'infection par le complexe *Mycobacterium tuberculosis* des animaux des espèces bovine, caprine et porcine ainsi que des élevages de camélidés et de cervidés ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de madame Salima SAA en qualité de préfète de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination de monsieur Christian DESFONTAINES directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 portant nomination de madame Marie-Noëlle TENAUD, directrice départementale adjointe de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur Christian DESFONTAINES, directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze en matière d'administration générale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze en matière d'ordonnancement secondaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2019 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2020 ordonnant la capture des blaireaux à des fins de surveillance de la tuberculose bovine dans certaines communes du département de la Corrèze ;

Vu l'instruction technique DGAL/SDSPA/2018-708 du 24 septembre 2018 relative à la surveillance épidémiologique de la tuberculose dans la faune sauvage en France ;

Vu la note de service DGAL/SDSPA/N2018-699 du 19 septembre 2018 relative au changement de niveau de surveillance du dispositif SYLVATUB ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2019 fixant le nombre et les limites des circonscriptions de louveterie dans le département de la Corrèze et les affectations des lieutenants de louveterie pour la période 2020-2024 ;

Considérant l'avis, en date du 08 avril 2011, de l'agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) relatif à la tuberculose bovine dans la faune sauvage (saisine 2010-SA-0154) ;

Considérant que la tuberculose est un danger sanitaire de première catégorie ;

Considérant les foyers de tuberculose bovine détectés le 23 mars 2018 sur la commune de Saint Bonnet l'Enfantier (19410), et le 06 juin 2020 sur la commune d'Albussac ;

Considérant les risques de transmission de la tuberculose des bovins aux animaux de la faune sauvage et des animaux de la faune sauvage aux animaux domestiques ;

Vu l'avis de monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs de la Corrèze ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze ;

Vu l'avis du directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Vu la consultation du public ayant eu lieu du 26 janvier 2022 au 15 février 2022 sans aucune observation recueillie ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** *Surveillance programmée autour des foyers de tuberculose bovine dans des élevages bovins de Corrèze détectés le 23 mars 2018 sur la commune de Saint Bonnet l'Enfantier et le 06 juin 2020 sur la commune d'Albussac.*

Des opérations de prélèvement de blaireaux sont ordonnées afin de dépister, sur les individus prélevés, la présence éventuelle de la mycobactérie responsable de la tuberculose bovine dans la zone de surveillance définie par un rayon de 500 mètres autour des parcelles de l'exploitation bovine déclarée foyer de tuberculose bovine, éventuellement élargie à 2 kilomètres si les densités ne sont pas suffisantes. Le parcellaire concerné est transmis aux agents désignés à l'article 3 du présent arrêté qui sont en charge des prélèvements.

L'objectif de la surveillance est, dans la mesure du possible, de prélever deux individus adultes de chaque terrier inclus et réparti dans la zone de surveillance et de se limiter à maximum 15 blaireaux.

Lors de la campagne de prélèvement relevant de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2019 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2020, 10 blaireaux ont pu être piégés dans la zone de surveillance d'Albussac, 4 dans la zone de surveillance de Saint Bonnet l'Enfantier.

Par conséquent, et afin d'obtenir l'échantillon initial de 15 individus par zone, il reste à prélever 5 individus sur la commune d'Albussac et 11 individus sur la commune de Saint Bonnet L'Enfantier.

Les terriers les plus proches des parcelles identifiées seront ciblés en priorité jusqu'à atteindre les objectifs fixés.

**Article 2 : Durée des opérations de prélèvement définis à l'article 1**

Ces opérations pourront avoir lieu de la date de publication au recueil des actes administratifs de la Corrèze du présent arrêté jusqu'au 15 août 2022.

**Article 3 : Agents chargés des opérations de prélèvement définis à l'article 1**

Ces opérations sont placées sous la responsabilité du lieutenant de louveterie de la circonscription de louveterie de Vigeois et d'Albussac qui organise leur mise en œuvre sur son territoire de compétence. Il coordonne notamment les actions techniques des piégeurs placés sous son autorité. Il sera accompagné des lieutenants de louveterie, des piégeurs et des chasseurs de son choix pour l'exécution du présent arrêté.

**Article 4 : Moyens de prélèvement**

- Par piégeage : l'utilisation de collets à arrêtoir, y compris en gueule de terrier, à ras de terre si besoin, est autorisée. Des cages pièges peuvent également être utilisées pour le besoin de l'étude.

La répartition des pièges doit être établie précisément en relation avec les éléments de connaissance du terrain tenant compte de la disposition des bâtiments d'élevage et des pâturages, de la topographie des zones concernées et des indices de présence des blaireaux.

Les pièges doivent être relevés dans les deux heures qui suivent le lever du soleil. Les animaux piégés seront mis à mort en évitant toute souffrance inutile.

Il convient d'éviter de léser la gorge et le thorax des animaux afin de faciliter le prélèvement des nœuds lymphatiques par le laboratoire.

- Par tir : des tirs de nuit avec utilisation de sources lumineuses peuvent être effectués. Les lieutenants de louveterie pourront néanmoins faire appel à des tiers pour les aider dans la mise en œuvre de ce type d'intervention à l'exclusion des tirs qui ne peuvent être effectués que par un lieutenant de louveterie. Lorsque des tirs de nuit sont envisagés, les lieutenants de louveterie préviendront 24 heures à l'avance le maire de la commune concernée, la brigade de gendarmerie du secteur ainsi que l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

**Article 5 :**

Lors de la manipulation des animaux et des pièges, le port de gants à usage unique est obligatoire. Les cadavres sont placés dans des sacs plastiques étanches étiquetés et numérotés. Ces numéros seront également reportés sur une fiche commémorative mise à la disposition du lieutenant de louveterie.

**Article 6 :**

Les cadavres des animaux prélevés seront acheminés dans les meilleurs délais vers le laboratoire départemental de la Corrèze à fins d'analyses bactériologiques.

**Article 7 :**

Une convention particulière passée entre le directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le président de la fédération départementale des chasseurs et le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie fixe les modalités de fourniture des matériels de prélèvement, de conditionnement et de transport ainsi que de défraiement des lieutenants de louveterie et d'indemnisation des autres participants.

**Article 8 :**

L'efficacité des prélèvements effectués sera périodiquement évaluée pour permettre d'adapter les dispositions réglementaires ainsi mises en œuvre aux évolutions constatées.

**Article 9 : Délai de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Limoges (1 Cours Vergnaud) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 10 :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, les maires des communes concernées, le directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le président de la fédération départementale des chasseurs, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Corrèze, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie et le président de l'association départementale des piégeurs agréés sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Corrèze.

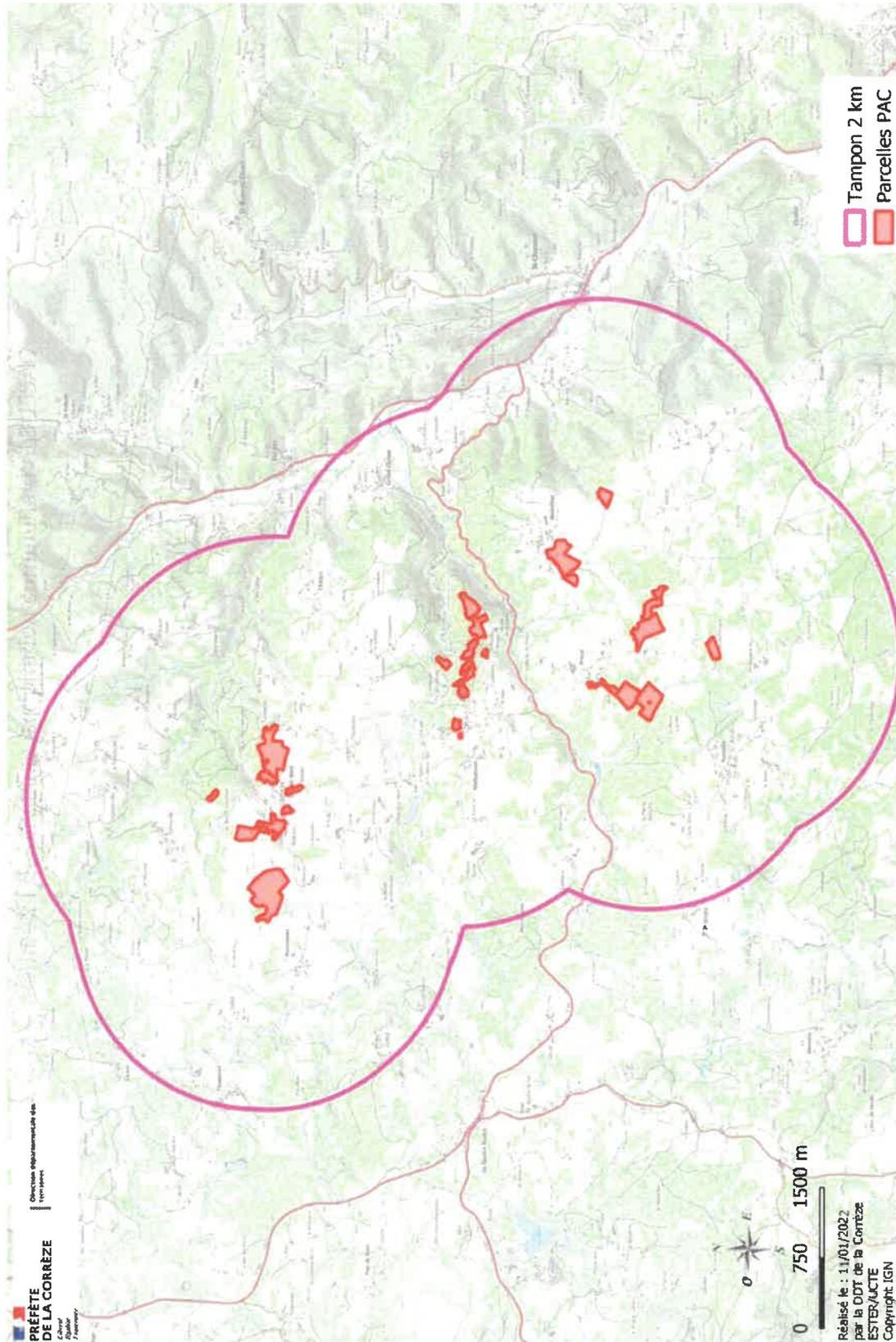
Tulle, le 21 juin 2022

La préfète,  
Pour la préfète et par délégation,  
Pour le directeur départemental et par subdélégation,  
La directrice départementale adjointe,



Marie-Noëlle TENAUD

# PERIMETRE DE PIEGEAGE EXPLOITATION COMMUNE D'ALBUSSAC





# PERIMETRE DE PIEGEAGE EXPLOITATION COMMUNE DE SAINT BONNET L'ENFANTIER

